

Débat de politique départemental

Quel rôle du Département dans la sensibilisation des générations futures à l'environnement

Intervention d'Alban BRUNEAU

Chers Collègues,

Je ne pense pas que la jeunesse nous ait attendus pour s'emparer de la cause environnementale et donc pour s'auto-sensibiliser sur les enjeux écologiques qui constituent autant de défis vitaux à relever : biodiversité, climat, protection animale, alimentation saine, transition énergétique, j'en passe.

La liste est longue comme plusieurs décennies de politiques libérales qui, au nom de la sacro-sainte loi du marché et de la liberté individuelle à pouvoir s'enrichir sans limite, ont causé des ravages sociaux, environnementaux et humains d'une ampleur considérable.

La question serait donc plutôt de savoir ce que nous pouvons faire vis-à-vis des futures générations pour réparer les dégâts causés et leur préserver un avenir sain.

Les marches de la jeunesse pour le climat de ces derniers mois l'ont démontré, et pour en avoir fait une, et pour en avoir fait plusieurs, je peux vous garantir que nous sommes toutes et tous attendus au tournant sur ces sujets et que la pression sur les élus comme sur l'ensemble des décideurs économiques ne va cesser de s'accroître.

Alors que pouvons-nous faire ? Et bien d'abord changer de politique ! Arrêter de chercher à reproduire en les relookant et en changeant les étiquettes, les mêmes politiques libérales, basées sur les mêmes logiques.

Les notions de rentabilité, de coût, de charge, vont changer de sens et se mesurer non plus en rapport avec une finalité économique, financière, monétaire, de gestion comptable, mais au regard de l'empreinte écologique laissée, de l'apport écologique créé, de la plus-value sociale et environnementale.

Nous sommes en train de changer d'ère et ce n'est pas en tapant du poing sur la table en imposant la diffusion de message d'incitation à l'utilisation des transports doux et commun lors des publicités pour les voitures à moteurs thermiques, que ce gouvernement va convaincre de sa conversion écologique...

Je vous laisse juger l'ampleur de la mesure.

Nous attendions, au moins, dans la foulée des européennes, une taxation du kérosène, un investissement massif dans le développement du ferroviaire, la fin du glyphosate.

Du côté des collectivités, enfin de certaines et nous en faisons partie, les choses avancent plus vite heureusement, parce que nous n'avons pas attendu d'être frappés en nous levant un lendemain d'élection sur l'urgence à agir.

Nos rapports annuels en attestent.

Mais en revanche, nous pouvons aller plus vite et plus loin.

Sur le rôle pédagogique de notre collectivité, je pense évidemment aux actions que nous pourrions développer au sein des collèges.

Que ce soit sur la découverte de la biodiversité ou sur le tri des déchets de nombreux ateliers pédagogiques ou sorties découvertes sont envisageables.

Je pense aussi au temps du repas. L'alimentation est un axe de travail formidable quand il s'agit d'écologie.

En effet on peut parler de faune, de flore, de pesticides, de transports, de gaspillage, d'économie circulaire ou encore de terroirs.

Je sais que le Département travaille déjà à améliorer l'approvisionnement de ses restaurants scolaires notamment à travers la plate-forme "agrilocal76".

J'aimerais cependant que nous puissions travailler sur un vaste plan d'alimentation durable pour nos collèges, en allant au-delà de la loi Egalim Avoir 20% de Bio c'est bien, avoir un approvisionnement responsable en cohérence avec la nature c'est mieux.

Réapprenons à manger en respectant les saisons, ne servons que des fruits et légumes de saison dans les restaurants scolaires, les tomates en février ne doivent pas être la norme.

Et plus globalement, appuyons-nous sur nos expérimentations, nos actions, nos dispositifs pour appliquer la règle verte à nos politiques publiques en nous engageant à les déterminer et à les évaluer en fonction de leurs vertus environnementales et humaines.

Cela passera sûrement par une nécessité de réorienter la priorité donnée ici au désendettement financier de la collectivité pour contribuer davantage à faire reculer la dette écologique. Mais personne ne s'en plaindra car c'est bien cette dette là et aucune autre qui aujourd'hui inquiète la jeunesse.